

Unité départementale de Lille  
44 rue de Tournai  
CS 40259  
59019 LILLE

LILLE, le 02/12/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 25/11/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **EDILIANS**

Route de Wahagnies  
59133 PHALEMPIN

Références : Visite d'inspection du 25/11/2022  
Code AIOT : 0007001209

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/11/2022 dans l'établissement EDILIANS implanté Route de Wahagnies 59133 PHALEMPIN. L'inspection a été annoncée le 24/10/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôles 2022 de la DREAL Hauts-de-France. Cette visite a été annoncée à l'exploitant par courriel du 24/10/2022

Elle porte sur :

- les mesures de prévention des risques technologiques ( article 7 de l'arrêté préfectoral du 29/04/2009)

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- EDILIANS
- Route de Wahagnies 59133 PHALEMPIN
- Code AIOT : 0007001209
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Ex IED - MTD

Edilians, dont le siège social est basé à Dardilly (69570), appartenait initialement au groupe Imerys,

sous le nom Imerys Toiture. La cession a eu lieu en octobre 2018, et la société Edilians est désormais un acteur à vocation européenne centré sur les solutions de la toiture et de la façade.

L'établissement de Phalempin est une usine de fabrication de tuiles plates à partir d'argile et de sables. Il emploie 40 personnes et produit autour de 40 000t annuelles de tuiles en terre cuite.

Le site est régulièrement autorisé pour le travail de l'argile et la fabrication de céramiques et réfractaires par arrêté préfectoral du 29 avril 2009 complété par l'arrêté préfectoral complémentaire du 25 juillet 2021.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- les mesures de prévention des risques technologiques

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Inventaire des substances ou préparations dangereuses	Arrêté Préfectoral du 29/04/2009, article 7.2.1	/	Sans objet
2	zonages des dangers internes à l'établissement	Arrêté Préfectoral du 29/04/2009, article 7.2.2	/	Sans objet
3	gardiennage et contrôle des accès	Arrêté Préfectoral du 29/04/2009, article 7.3.1.1	/	Sans objet
4	désenfumage	Arrêté Préfectoral du 29/04/2009, article 7.3.2.4	/	Sans objet
5	installations électriques- mise à la terre	Arrêté Préfectoral du 29/04/2009, article 7.3.3	/	Sans objet
6	Formation du personnel	Arrêté Préfectoral du 29/04/2009, article 7.4.4	/	Sans objet
7	Entretien des moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 29/04/2009, article 7.7.2	/	Sans objet
9	Consignes de sécurité	Arrêté Préfectoral du 29/04/2009, article 7.7.5	/	Sans objet
10	Plan d'intervention interne	Arrêté Préfectoral du 29/04/2009, article 7.7.6.2	/	Sans objet

**La fiche de constats suivante est susceptible de faire l'objet de suites administratives :**

8	Ressources en eau et mousse	Arrêté Préfectoral du 29/04/2009, article 7.7.4	/	Sans objet
---	-----------------------------	---	---	------------

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de l'inspection, il a été constaté que le site est conforme avec les dispositions permettant de prévenir les risques accidentels. Néanmoins, l'exploitant n'avait pas réalisé la mesure du débit simultané des deux hydrants assurant la défense incendie de son site.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Inventaire des substances ou préparations dangereuses

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/04/2009, article 7.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risques accidentels
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances et préparations dangereuses présentes dans les installations, en particulier les fiches de données sécurité prévues par l'article R. 231-53 du code du travail. Les incompatibilités entre les substances et préparations, ainsi que les risques particuliers pouvant découler de leur mise en oeuvre dans les installations considérées sont précisées dans ces documents. L'inventaire et l'état des stocks des substances ou préparations dangereuses présentes dans l'établissement (nature, état physique et quantité, emplacements) en tenant compte des phrases de risques codifiées par la réglementation en vigueur est constamment tenu à jour.
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté à l'inspection un inventaire des substances et préparations présentes dans son établissement. Ces produits sont le carbonate de baryum (utilisé comme fixateur du sable sur les tuiles), le pétrole ( utilisé comme huile de démoulage) ainsi que le gazole non routier et les acides gras oléine qui servent d'agent de démoulage.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 2 : zonages des dangers internes à l'établissement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/04/2009, article 7.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risques accidentels
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou préparations dangereuses stockées ou utilisées ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée. Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour. La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc..) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes doivent être incluses dans les plans de secours s'ils existent.
<b>Constats :</b> L'exploitant a identifié dans un document appelé "Plan Zone ATEX" et contenu dans son étude de dangers, les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendies, d'explosions ou d'émanations toxiques. Ce plan est tenu à jour et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée des zones de danger et incluses dans les plans de secours.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : gardiennage et contrôle des accès

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/04/2009, article 7.3.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risques accidentels
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Toute personne étrangère à l'établissement ne doit pas avoir libre accès aux installations. L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès, ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement. Un gardiennage ou une télésurveillance est assuré en permanence. L'exploitant établit une consigne sur la nature et la fréquence des contrôles à effectuer.  Le responsable de l'établissement prend toutes dispositions pour que lui-même ou une personne déléguée techniquement compétente en matière de sécurité puisse être alerté et intervenir rapidement sur les lieux en cas de besoin.
<b>Constats :</b> Une télésurveillance est assurée en permanence sur le site. Le responsable de production réside en face de l'installation et une astreinte mécanique et électrique est mise en place en permanence pour la surveillance des fours et des chaînes de production. Ainsi, une personne compétente en matière de sécurité est en permanence à disposition à proximité des installations.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 4 : désenfumage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/04/2009, article 7.3.2.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risques accidentels
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les locaux doivent être équipés en partie haute d'exutoires de fumées, gaz de combustion et chaleur dégagée en cas d'incendie, judicieusement répartis à raison de 2% de la surface au sol. Des dispositifs représentant 0,5% de la surface au sol doivent être à commande automatique et manuelle, les commandes manuelles doivent être situées à proximité des issues accessibles au sol. Ces exutoires sont régulièrement vérifiés et entretenus ( 1 fois par an minimum).
<b>Constats :</b> Le désenfumage est assuré par 13 exutoires à commande automatique et manuelle pour le bâtiment de stockage des matériaux. Leur contrôle est effectué annuellement. Dans le rapport de visite du contrôle effectué le 09/03/2022 par Desautel, l'exutoire donnant sur l'entrepôt de stockage des terres devait être remplacé en raison du blocage de l'ouverture. Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté un devis indiquant qu'il allait procéder au changement de l'exutoire défectueux ainsi qu'au nettoyage des 12 autres. Les travaux sont prévus en janvier 2023
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 5 : installations électriques- mise à la terre**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/04/2009, article 7.3.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risques accidentels
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément à la réglementation du travail et le matériel conforme aux normes européennes et françaises qui lui sont applicables. Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine. Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport . L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.
<b>Constats :</b> Les installations électriques sont vérifiées annuellement. Le dernier contrôle a été effectué le 02/05/2022 par le bureau de contrôle Véritas. Aucune non conformité n'est mentionnée dans le rapport de contrôle.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 6 : Formation du personnel**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/04/2009, article 7.4.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risques accidentels
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'accident ou d'incident et, sur la mise en oeuvre des moyens d'intervention.
<b>Constats :</b> L'ensemble du personnel a reçu en 2022 une formation sur le maniement des extincteurs et des moyens de lutte contre l'incendie. Le personnel chargé de la maintenance a également reçu une formation plus spécifique sur les installations électriques et les moyens de transport des matériaux.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 7 : Entretien des moyens d'intervention

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/04/2009, article 7.7.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risques accidentels
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des installations classées.
<b>Constats :</b> Pour ses moyens d'intervention et de lutte contre l'incendie, l'exploitant dispose de 72 extincteurs sur son site. Ces équipements sont repérés, facilement accessibles et entretenus. Leur contrôle est réalisé annuellement. Le dernier contrôle a été réalisé le 23/03/2022 par Desautel. Aucune non conformité n'est à signaler dans le rapport.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 8 : Ressources en eau et mousse

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/04/2009, article 7.7.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risques accidentels
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après : <ul style="list-style-type: none"> <li>- un réseau fixe d'eau d'incendie protégé contre le gel et alimenté par le réseau public, ce réseau comprend au moins deux hydrants pouvant fournir chacun 60 m<sup>3</sup>/h sur deux heures.</li> <li>- des extincteurs en nombre et en quantité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets,</li> <li>- des réserves de sable meuble et sec convenablement réparties, en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres et des pelles.</li> </ul> Dans le cas d'une ressource en eau incendie extérieure à l'établissement, l'exploitant s'assure de sa disponibilité opérationnelle permanente.
<b>Constats :</b> Lors de l'inspection, l'exploitant n'était pas en mesure de démontrer la réalisation des contrôles du débit simultané des deux hydrants. Celui-ci a justifié la non réalisation du contrôle en expliquant qu'un des deux hydrants était implanté sur le domaine public et que l'entreprise Edilians avait rencontré des difficultés pour se mettre en contact avec le service en charge des contrôles des poteaux incendie implantés sur le domaine public. L'exploitant dispose également de 72 extincteurs (21 à eau, 29 à poudres et 22 en CO <sub>2</sub> ) répartis sur le site et adaptés aux risques à défendre. L'exploitant dispose également de réserves de sable meuble réparties dans les zones susceptibles d'être à l'origine d'incendies.
<b>Observations :</b> L'exploitant doit réaliser la mesure du débit simultané des deux hydrants assurant la défense de son site afin de s'assurer que les prescriptions de l'article 7.7.4 de l'Arrêté Préfectoral soient respectées et transmettre sous un mois à l'Inspection les éléments démontrant la réalisation du contrôle du débit.
<b>Type de suites proposées :</b> susceptible de suites administratives
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'informations complémentaires

## N° 9 : Consignes de sécurité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/04/2009, article 7.7.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risques accidentels
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Ces consignes sont tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.  Ces consignes indiquent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'interdiction d'apporter du feu sous quelque forme dans les parties de l'installation qui en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en oeuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation,</li> <li>- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux, )</li> <li>- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses et notamment les conditions d'évacuation des déchets et eaux souillées en cas d'épandage accidentel,</li> <li>- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,</li> </ul> <p><b>Constats :</b> Les consignes de sécurité sont tenues à jour et affichées dans le couloir d'accès à l'usine ainsi qu'au tableau d'informations générales situé à l'entrée des locaux.  Ces consignes comportent tous les éléments demandés à l'article 7.7.5 de l'arrêté préfectoral.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 10 : Plan d'intervention interne

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/04/2009, article 7.7.6.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risques accidentels
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Ce plan doit être facilement compréhensible. Il doit contenir :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les actions à entreprendre dès le début du sinistre et la dénomination ( nom et/ou fonction) des agents devant engager ces actions,</li> <li>- pour chaque scénario d'accident, les actions à engager pour gérer le sinistre,</li> <li>- les principaux numéros d'appel,</li> <li>- des plans simples de l'établissement sur lesquels figurent: <ul style="list-style-type: none"> <li>les zones à risques particuliers ( zones où une atmosphère explosive peut apparaître, stockages de produits inflammables, toxiques, comburants...),</li> <li>l'état des différents stockages ( nature, volumes)</li> <li>les organes de coupure des alimentations en énergie et en fluides (électricité, gaz, air comprimé)</li> <li>les moyens de détection et de lutte contre l'incendie</li> <li>les réseaux d'eaux usées ( points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques)</li> </ul> </li> </ul> <p><b>Constats :</b> L'exploitant a présenté son plan interne d'intervention à l'inspection. Celui-ci est régulièrement mis à jour (cette mise à jour apparaît sur le répertoire de suivi qualité indiquant les dates et le contenu des différentes modifications effectuées) et contient toutes les informations demandées à l'article 7.7.6.2 de l'arrêté préfectoral.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet